

Addiction aux dépenses publiques : quand va-t-on s'arrêter ?

L'addiction des collectivités territoriales et de l'État pour la dépense publique devient de plus en plus problématique. L'an prochain, la dette nationale pourrait atteindre 100% de la richesse annuelle produite par les Français. Ce chiffre ahurissant doit nous faire prendre conscience que les arbres ne grimpent pas jusqu'au ciel et qu'il est temps de déclencher le signal d'alarme.

Au niveau local, Chevreuse n'est pas en reste dans cette dérive collective. Avec un budget primitif qui a explosé de 32% en 3 ans (12 189 000 € en 2014 / 16 149 605 € en 2017), pour sensiblement le même nombre d'habitants, la majorité municipale mène les Chevrotins tout droit dans une impasse. La réalité nous rattrape toujours et l'équation est simple. Il faut compenser les dépenses par des recettes supplémentaires et pouvoir rembourser ses dettes. À part connaître un généreux donateur, l'issue est connue. Le contribuable chevrotin n'aura d'autre choix que de mettre la main au portefeuille. Et depuis les élections municipales en 2014, il a de quoi râler : son pouvoir d'achat a été

amputé de plus de 1,087 million d'euros, soit presque 750 € par famille. En effet, le mécanisme d'augmentation des impôts de 5% en début de mandat se répercute année après année et ce jusqu'en 2020. En tout état de cause, même une baisse du taux d'imposition, prévisible en fin de mandat et en trompe l'œil, ne compensera jamais cette hausse significative.

Dans cet écosystème où le dopage aux subventions publiques est devenu une institution, le monde associatif reste le bon élève de la classe. Chez lui, toutes les baisses de recettes doivent être compensées immédiatement, sous peine de déficit donc de mise sous tutelle. Il fait donc de sérieux efforts pour diversifier ou compenser ses sources de revenus, avec pour seule ligne de conduite l'intérêt général. Une vraie source d'inspiration pour l'avenir de notre politique locale.

Chevreuse2014 : le bon sens aux citoyens